

STATUTS DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE
PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS ADOPTÉES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AFSP
CONVOQUE LE 29 JUIN 2009ⁱ
(EN GRAS : LES NOUVEAUX STATUTS PROPOSÉS)

VERSION ACTUELLE	PROPOSITION DE MODIFICATIONS (ATTENTION : NE SONT REPRIS QUE LES ARTICLES MODIFIÉS)
<p>I. BUT ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION <u>Article 1</u> L'association dite "Association Française de Science Politique" fondée en 1949, a pour but de favoriser la recherche et les échanges internationaux dans le domaine de la science politique. Elle a son siège social à Paris.</p>	<p>I. BUT ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION <u>Article 1</u> L'association dite "Association Française de Science Politique (AFSP)", fondée en 1949, a pour but de favoriser la recherche et les échanges internationaux dans le domaine de la science politique. L'AFSP a un rôle national et international d'information sur la discipline et de promotion et de défense de la science politique française. Elle a son siège social à Paris.</p>
<p><u>Article 2</u> Les moyens d'action de l'Association sont notamment : l'organisation d'enquêtes, de réunions d'études et de congrès ; l'établissement de fichiers de documentation ; l'édition de publications scientifiques.</p>	<p><u>Article 2</u> Les moyens d'action de l'Association sont notamment : l'organisation d'enquêtes, de réunions d'études et de congrès ; l'établissement de fichiers de documentation ; l'édition de publications scientifiques ; la mise en place de groupes de travail ou de section d'études thématiques ; la gestion de sites web et de banques de données informatiques.</p>
<p><u>Article 3</u> L'Association se compose de membres titulaires et de membres associés. L'admission des membres est décidée par le Conseil d'administration à la majorité absolue des membres le composant, sur présentation de trois membres de l'Association. Les membres titulaires possèdent seuls le droit de participer aux séances d'études et à l'administration de l'Association dans les conditions fixées par les articles 5 à 10 des présents statuts. Ils ont seuls le droit de prendre part aux Assemblées Générales ayant pour objet la modification des statuts et la dissolution de l'Association (art. 12 à 14). Les membres associés sont tenus au courant des activités de l'Association et reçoivent ses publications. Ils peuvent être invités à assister aux diverses séances d'études de l'Association. La cotisation annuelle minimum des membres titulaires et associés est de 100 francs.</p>	<p><u>Article 3</u> L'Association se compose de membres individuels et de partenaires institutionnels. L'admission des membres individuels est soumise au règlement d'une cotisation individuelle annuelle dont le montant est fixé par le Conseil d'Administration de l'Association. L'admission des partenaires institutionnels est décidée par le Conseil d'Administration sur proposition du Bureau et est soumise au règlement d'une cotisation institutionnelle annuelle dont le montant est fixé par le Conseil d'Administration de l'Association.</p>
<p><u>Article 4</u> La qualité de membres de l'Association se perd : 1) par la démission 2) par la radiation prononcée, pour non paiement de la cotisation ou pour des motifs graves, par le Conseil d'administration, le membre intéressé ayant été préalablement appelé à fournir des explications sauf recours à l'Assemblée générale.</p>	<p><u>Article 4</u> La qualité de membre individuel de l'Association se perd : 1) par la démission ; 2) par la radiation prononcée, pour non paiement de la cotisation annuelle ou pour des motifs graves, par le Conseil d'administration ; le membre concerné ayant été préalablement appelé à fournir des explications. La qualité de partenaire institutionnel de l'Association se perd : 1) par la décision du partenaire de pas renouveler sa collaboration ; 2) pour non paiement de sa cotisation annuelle ; 3) par la décision motivée du Conseil d'administration de ne pas poursuivre le partenariat.</p>
II. ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT	II. ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

<p>Article 5 L'Association est administrée par un Conseil composé de 24 membres élus au scrutin secret, pour six ans par l'Assemblée générale ; trois d'entre eux au moins doivent appartenir au Conseil d'administration de la Fondation Nationale des Sciences Politiques. En cas de vacance, le Conseil pourvoit provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine Assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres remplacés. Le renouvellement du Conseil a lieu par tiers tous les deux ans. Les membres sortants sont rééligibles. Le Conseil choisit parmi ses membres, au scrutin secret, un bureau, composé d'un président, de quatre vice-présidents, d'un secrétaire général et d'un trésorier. Le bureau est élu pour deux ans.</p>	<p>Article 5 L'Association est administrée par un Conseil d'administration composé de 24 membres élus au scrutin secret, pour quatre ans par l'Assemblée générale et de cinq membres représentant les institutions partenaires de l'Association. Trois au moins de ces membres sont issus des institutions partenaires localisées hors de l'Île-de-France. Ces cinq membres représentatifs des institutions partenaires sont choisis en son sein parmi le collège composé de l'ensemble des institutions partenaires de l'Association. Leur mandat est également de quatre ans. En cas de démission, le collège susnommé procède au remplacement nécessaire. Le renouvellement du Conseil a lieu par moitié tous les deux ans pour les membres élus au scrutin secret. Les membres sortants sont rééligibles pour deux mandats consécutifs au maximum. Le Conseil choisit parmi ses membres élus, au scrutin secret, un bureau, composé d'un président, de quatre vice-présidents, d'un secrétaire général et d'un trésorier. Le bureau est élu pour deux ans. Il est chargé de rédiger un règlement électoral précisant les modalités de vote des membres élus et les modalités de cooptation des représentants des institutions partenaires de l'Association.</p>
<p>Article 6 Le Conseil se réunit trois fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son président ou sur la demande du quart de ses membres. La présence du tiers des membres du Conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations. Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire général. Ils sont transcrits sans blancs ni ratures sur un registre coté et paraphé par le Préfet ou son délégué.</p>	<p>Article 6 Le Conseil se réunit trois fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son président ou sur la demande du quart de ses membres. La présence du tiers des membres du Conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations. Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire général.</p>
<p>Article 7 Les membres de l'Association ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées. Le secrétaire administratif de l'Association assiste avec voix consultative aux séances de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration.</p>	<p>Article 7 Les membres de l'Association ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.</p>
<p>Article 8 L'Assemblée générale de l'Association comprend tous les membres. Chacun des membres peut se faire représenter par un autre membre de l'Association, sauf le cas prévu à l'article 13. Elle se réunit une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'administration ou sur demande d'au moins un quart de ses membres. Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'administration. Son bureau est celui du Conseil. Elle entend les rapports sur la gestion du Conseil d'administration, sur la situation financière et morale de</p>	<p>Article 8 L'Assemblée générale de l'Association comprend tous les membres individuels et les représentants des institutions partenaires de l'Association. Chacun des membres peut se faire représenter par un autre membre de l'Association, sauf le cas prévu à l'article 13. Chaque membre ne peut recevoir plus de cinq procurations de vote par Assemblée générale. Elle se réunit une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'administration ou sur demande d'au moins un quart de ses membres. Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'administration. Son bureau est celui du Conseil. Elle entend les rapports sur la gestion du Conseil d'administration, sur la situation financière et morale de l'Association. Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil</p>

<p>l'Association. Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil d'administration. Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année, à tous les membres de l'Association.</p>	<p>d'administration. Le rapport annuel et les comptes sont adressés, chaque année, à tous les membres de l'Association.</p>
<p>Article 9 Les dépenses sont ordonnancées par le Président ou par la personne qu'il aura déléguée à cet effet. L'Association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par le président ou par la personne qu'il aura déléguée à cet effet. Le représentant de l'Association doit jouir du plein exercice de ses droits.</p>	
<p>Article 10 Les délibérations du Conseil d'administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations des immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association, constitutions d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant neuf années et emprunts, doivent être soumises à l'approbation de l'Assemblée générale.</p>	
<p>III. Moyens financiers Article 11 Les recettes annuelles de l'Association se composent notamment : 1) des cotisations et des souscriptions de ses membres ; 2) des subventions de l'État, des départements, des communes et des établissements publics ; 3) du produit des libéralités dont l'emploi immédiat a été autorisé ; 4) du produit de ses publications. La gestion de ces fonds est assurée par la Fondation Nationale des Sciences Politiques qui tient, à cet effet, un compte spécial.</p>	<p>III. Moyens financiers Article 11 Les recettes annuelles de l'Association se composent notamment : 1) des cotisations et des souscriptions de ses membres ; 2) des cotisations de ses partenaires institutionnels ; 3) des subventions de l'Union européenne, de l'État, des régions, des départements, des communes et des établissements publics ; 4) des subventions d'organismes privés agréés par le Conseil d'administration ; 5) du produit des libéralités dont l'emploi immédiat a été autorisé ; 6) du produit de ses publications. La gestion de ces fonds est assurée par l'Association qui ouvre à cet effet un compte spécifique dans une agence bancaire proche de son siège.</p>
<p>IV. Modification des statuts et dissolution Article 12 Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'administration ou du dixième des membres dont se compose l'Assemblée générale. Cette proposition doit être soumise au bureau au moins un mois avant la séance. L'Assemblée doit se composer du quart, au moins, des membres en exercice dans les conditions prévues à l'article 6. Si cette</p>	

<p>proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.</p> <p>Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.</p>	
<p>Article 13</p> <p>L'Assemblée générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association et convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre au moins la moitié plus un de ses membres.</p> <p>Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.</p> <p>Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.</p>	
<p>Article 14</p> <p>En cas de dissolution, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association. Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics ou reconnus d'utilité publique.</p>	

ⁱ La délibération du Conseil a été précédée par la mise en place d'une Commission *ad hoc* chargée, par le Conseil d'administration du 17 décembre 2008, de procéder à une réflexion préalable et de proposer au Conseil un projet de réforme dont on trouvera ici la version amendée par le Conseil d'Administration du 29 juin 2009. Cette Commission interne au Conseil d'Administration de l'AFSP était composée des membres suivants : Yves Déloye, Brigitte Gaïti, Patrick Hassenteufel, Nonna Mayer, Jean-Luc Parodi, Michel Offerlé et Sylvie Strudel que le Conseil d'Administration remercie pour leurs travaux préparatoires. Ces propositions de modification ont été proposées au vote de l'Assemblée Générale de l'Association convoquée le 1^{er} juillet 2009. Faute de quorum suffisant, le vote de ces nouveaux statuts est repoussé à l'Assemblée générale convoquée le 8 septembre prochain dans le cadre du Congrès de l'Association à Grenoble.